



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



OIM-PNUD PROGRAMME MONDIAL POUR LA MIGRATION AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE (PHASE III)

MESSAGES CLÉS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU PROGRAMME MONDIAL POUR SOUTENIR LES ACTIONS DE PLAIDOYER LORS DES DIALOGUES MONDIAUX

Contexte :

Le Programme vise à tirer parti des avantages du développement et à réduire les effets négatifs de la migration pour les communautés d'accueil et d'origine, les migrants et les membres de leur famille. Une composante essentielle de ce Programme consiste à démontrer comment des politiques inclusives peuvent être mises en œuvre au niveau local et comment les résultats générés contribuent à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'expérience, les résultats et les leçons apprises sont partagés entre les pays du Programme par le biais d'échanges de connaissances et d'actions de renforcement des capacités. Au niveau mondial, ces résultats sont présentés lors de forums et de dialogues internationaux, contribuant ainsi à une meilleure compréhension du lien entre la migration et le développement durable. Puisque la troisième et dernière phase du Programme arrive à son terme et compte tenu de la multitude d'excellents résultats constatés au niveau national et local, il existe une opportunité stratégique d'intégrer les connaissances, les résultats et les leçons apprises dans le cadre de ce Programme dans les dialogues mondiaux actuels et à venir.

La fin de ce Programme est d'autant plus importante qu'elle coïncide avec l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Programme 2030, lequel examen sera réalisé lors du Forum Politique de Haut Niveau pour le développement durable en juillet et lors du Sommet sur les ODD en septembre. Le Sommet des ODD a pour but de procéder à un examen complet des progrès accomplis pour la réalisation des ODD, de répondre à l'impact des crises multiples et interdépendantes auxquelles le monde est confronté et de fournir des orientations politiques de haut niveau sur les actions transformatrices et d'accélération à mener pour atteindre les ODD d'ici 2030. De plus, la prochaine édition du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD) aura lieu au début de l'année 2024. Le FMMD offre l'opportunité d'un échange multipartite durant lequel les gouvernements pourront discuter des aspects multidimensionnels, des opportunités et des défis liés à la migration et au développement mais aussi de l'interaction entre ces deux domaines. Cette année, le FMMD est présidé par la France et aura pour thème : "L'impact du changement climatique sur la mobilité humaine".

La troisième réunion annuelle du Conseil du Programme Mondial a eu lieu les 20 et 21 juin 2023 à Genève. Plus de 80 participants issus des 11 pays dans lesquels le Programme est mis en œuvre ont participé à cette réunion. Pour l'ensemble des représentants des gouvernements et parties prenantes présentes, la réunion du Conseil du Programme Mondial a été l'opportunité de consolider les résultats de la mise en œuvre du Programme et d'échanger sur ce qu'il est nécessaire de mettre en place pour aller de l'avant afin d'en assurer la durabilité. Dans le cadre de l'ordre du jour de la réunion du Conseil du Programme Mondial, les participants ont également discuté et convenu d'une stratégie commune

et d'une série de messages clés de plaidoyer pour présenter les résultats et les enseignements du programme afin d'alimenter les dialogues mondiaux et la compréhension de la manière de mettre la migration au service du développement durable. Ces messages clés seront utilisés pour soutenir les gouvernements et l'Unité de Gestion du Programme afin de préparer leur participation aux forums et dialogues mondiaux sur les questions de migration et de développement durable.

Messages clés :

Pourquoi la migration et le développement durable ?

Le Programme 2030 et les ODD ne seront pas réalisés sans une prise en compte appropriée de la mobilité humaine. Les personnes en situation de mobilité - une personne sur huit dans le monde - font partie de la solution.

Bien gérée, la migration peut être une pierre angulaire du développement durable, de la prospérité et du progrès.

Les personnes en situation de mobilité, y compris les migrants, la diaspora, les migrants de retour et les personnes déplacées, contribuent de manière significative à nos économies et à nos sociétés en générant des solutions innovantes. Leur contributions positives au bien-être de l'ensemble de la société dépend toutefois de la mise en place de conditions favorables et appropriées telles que le respect de leurs droits humains ou encore l'égalité de genre.

Alors que les politiques migratoires ont traditionnellement été séparées des autres politiques sectorielles et de développement, les deux dernières décennies ont démontré l'importance cruciale d'une meilleure compréhension du lien entre la migration et le développement durable et de la manière de renforcer ce lien.

Il ne suffit pas d'intégrer la migration dans les politiques nationales de développement. Au contraire, la migration doit être intégrée et portée par l'ensemble des pouvoirs publics. En effet, "la migration est une réalité multidimensionnelle qui ne peut être traitée par un seul secteur de politique gouvernemental".

Au regard des multiples dimensions de la migration, une approche multidimensionnelle est cruciale si nous voulons réaliser les 17 objectifs de développement durable et faire en sorte que personne ne soit laissée pour compte. Les migrants en mauvaise santé ne peuvent pas participer et contribuer à la société. Les migrants sans documentation légale ne peuvent pas accéder à un travail décent. Les migrants sans éducation ne peuvent pas atteindre leur potentiel de développement individuel. La demande et l'offre mondiales de main-d'œuvre ne peuvent pas être satisfaites sans une migration sûre, ordonnée et régulière. Les migrants qui sont discriminés ou victimes de racisme et de haine restent marginalisés et sont laissés pour compte. La migration est un phénomène mondial qui touche tous les pays du monde et sa gouvernance efficace nécessite des partenariats mondiaux.

Une méthodologie pour maximiser le potentiel de la mobilité humaine pour le développement durable :

La bonne gouvernance de la migration ne concerne donc pas uniquement les politiques de migration et d'asile. Il s'agit plutôt de la manière dont nous intégrons efficacement la mobilité humaine dans les politiques sectorielles pertinentes, y compris les stratégies de développement. Un mécanisme éprouvé pour atteindre cet objectif a consisté à intégrer la migration dans les politiques de développement mais aussi dans d'autres politiques gouvernementales. Il s'agit d'insérer la migration en tant que

paramètre dans différents domaines politiques, en coopération avec **tous les secteurs concernés et tous les niveaux** du gouvernement.

Financé par la DDC, le Programme Mondial OIM-PNUD sur la Migration au Service du Développement Durable (M4SD) est pionnier dans l'adoption de cette approche. Dans 11 pays, l'intégration de la migration dans les politiques et plans sectoriels et de développement a été couplée à des politiques de migration, d'asile et de diaspora pour une approche pangouvernementale des migrations. Son déploiement au niveau local s'est traduit par des résultats de développement dans les communautés et a contribué in fine à l'atteinte des objectifs du Programme 2030. Le Programme M4SD a œuvré pour rendre les communautés plus inclusives et créer de nouvelles opportunités pour plus de 14 000 migrants et membres de communautés¹, afin que chacun puisse s'épanouir et que personne ne soit laissée pour compte dans la quête de la prospérité mondiale. Au total, le Programme M4SD a contribué collectivement à plus de 30 indicateurs et cibles concrets et à 10 objectifs des Objectifs de Développement Durable.

L'intégration de la migration dans la planification politique est un processus à long terme qui nécessite du temps et la participation d'un grand nombre de parties prenantes. Cela contribue à renforcer la cohérence des politiques en matière de migration et de développement en réunissant divers secteurs et en veillant à ce que les migrations mais aussi les besoins et les préoccupations des migrants soient pris en compte dans les politiques et plans pertinents.

Les efforts visant l'intégration de la migration doivent être adaptés au contexte, aux besoins, aux priorités et aux lois et mécanismes de coordination existants. Il n'existe pas de solution unique.

L'approche de l'intégration de la migration et du développement peut également être appliquée aux communautés touchées par le déplacement forcé en renforçant les capacités des gouvernements à répondre de manière holistique aux besoins des communautés dans leur ensemble. Cela participe à réduire certaines barrières qui limitent les contributions des personnes déplacées via l'ouverture et le développement de services locaux et la création simultanée de conditions plus accueillantes dans tous les secteurs de la vie communautaire, y compris la santé, l'emploi, le logement, l'éducation, etc.

Pour y parvenir, il est nécessaire d'adopter une approche multipartite, en engageant notamment les acteurs de la diaspora, du secteur privé, de la société civile, du secteur universitaire et d'autres acteurs pertinents. La conception des activités basée sur cette approche doit avoir pour principal objectif de réduire les obstacles, tels que les obstacles liés au genre. Cette approche permet ainsi de répondre aux besoins des migrants et des communautés locales, quel que soit leur genre mais aussi de surmonter les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes migrantes.

L'intégration est également essentielle au niveau local, là où "la migration se produit" (rapport de Puerto Vallarta), les autorités locales et régionales étant reconnues comme les "premiers intervenants en matière de migration" (Déclaration de New York). La coordination avec les autorités locales et régionales et leur implication garantiront que les politiques soient réalistes et répondent aux besoins réels constatés au niveau territorial. Cette coordination garantit également l'adhésion et l'appropriation de cette approche par les autorités locales et régionales lors de la mise en œuvre des politiques nationales au niveau local.

¹ Ces résultats seront mis à jour jusqu'à la fin du Programme.

Relever les défis futurs :

L'intégration facilite également l'approche de l'ensemble de la société - une nécessité si nous voulons naviguer dans les transformations globales auxquelles nous sommes confrontés dans un monde postpandémique.

Le monde devient plus injuste, la reprise après une pandémie est inégale et la croissance stagne. La démographie évolue puisque plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans des zones urbaines. Nous avons la plus grande génération de jeunes de l'histoire, dont 90 % vivent dans des pays à revenu bas ou moyen. La numérisation et la reconceptualisation de la nature du travail entraînent à la fois des défis et des opportunités. La méfiance à l'égard de l'autre, l'exclusion dans les prises de décision et l'hyper individualisme, combinés aux séquelles de la pandémie, ont affaibli la cohésion sociale. Le monde connaît le plus grand nombre de conflits violents depuis la Seconde Guerre mondiale et les catastrophes, le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont les principaux moteurs des déplacements à l'intérieur du pays, qui atteignent en 2022 le chiffre record de 60,9 millions. Le système multilatéral est remis en question par une tendance croissante au nationalisme et au protectionnisme, les pays se retirant de la coopération internationale.

Dans un contexte mondial aussi complexe, nous avons besoin de solutions holistiques et intégrées pour une multitude de communautés, et nous ne pouvons et ne devons pas laisser les migrants et les personnes déplacées de côté.

Les domaines clés de la gouvernance de la migration qui peuvent contribuer à accélérer la réalisation du Programme 2030 sont les suivants :

- **Élaborer et mettre en œuvre des solutions inclusives, innovantes et intégrées** afin d'assurer un accès égal à l'emploi rémunéré, à l'autoentrepreneuriat, à la formation et à des activités génératrices de revenus pour les migrants, les réfugiés et les migrants de retour, ce qui constitue une composante intégrale au développement économique local dans les communautés d'origine et de destination.
- Investir dans le développement des compétences et faciliter la reconnaissance mutuelle des aptitudes, qualifications et compétences formelles et informelles des personnes en situation de mobilité afin de **répondre aux exigences et aux besoins d'un marché du travail mondial en mutation et aux tendances démographiques divergentes** entre les pays.
- Étendre la protection sociale et la couverture sanitaire universelle à tous les migrants et personnes déplacées à l'intérieur du pays, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes, afin de **réduire les inégalités et les vulnérabilités** et favoriser leur participation et leur contribution à la société.
- Développer des voies de migration sûres et régulières entre les frontières, réduire les coûts de transaction des transferts de fonds et intégrer le capital humain, social, et financier des diasporas dans les systèmes commerciaux afin de **stimuler les chaînes de valeur mondiale et répondre aux besoins de financement du développement durable**.

- Inclure la voix des migrants et intégrer les considérations relatives à la mobilité humaine dans les plans de développement nationaux et locaux et dans les efforts de planification urbaine afin de **parvenir à des communautés unies et à un développement rural et urbain durable.**
- **Poursuivre les efforts pour mener le monde vers l'égalité de genre** en renforçant la perception des femmes migrantes et des femmes de la diaspora en tant qu'agentes de changement ayant un fort potentiel pour aider à mener leur pays et leur communauté vers l'égalité.
- Réduire la fracture numérique pour les personnes en situation de mobilité et utiliser la digitalisation de l'économie et des sociétés pour **tirer efficacement parti de l'esprit d'entreprise des migrants, des diasporas et des personnes déplacées, notamment pour favoriser la transition verte et l'action climatique.**
- **Reconnaître et autonomiser les diasporas en tant qu'acteurs ayant un impact** sur tous les piliers du développement durable et sur les actions de réponse aux crises, agissant comme un pont transfrontalier pour le transfert de compétences, de connaissances et de technologies, apportant des bénéfices en termes de développement économique et social à leurs communautés d'origine.
- **Renforcer les efforts pour accroître l'engagement du secteur privé** en vue d'améliorer la vie des migrants et des communautés qui les entourent en concevant des stratégies d'engagement du secteur privé qui profitent à tous. En tant que principal moteur de la croissance économique et de la création d'emplois, le secteur privé peut jouer un rôle central en créant des emplois, en investissant, en soutenant l'esprit d'entreprise, en proposant des services ciblés et en défendant les droits des migrants.
- Intégrer la mobilité humaine dans les plans nationaux d'adaptation, investir dans la préparation et les moyens de **faire face aux pertes et dommages, réduire les conflits et les déplacements induits par le climat et construire des sociétés résilientes et pacifiques capables de s'adapter aux impacts du changement climatique et à la violence.**